

2 janvier 2016



Tunisie : la jeunesse toujours en lutte !

Depuis le 17 janvier, des explosions de colère secouent une partie de la jeunesse tunisienne. Elles se traduisent notamment par des manifestations, des sit-in devant ou à l'intérieur de bâtiments de l'État, des barrages courus à l'aide de pneus enflammés, quelques pillages et même la mort d'un policier. Tout a commencé à Kasserine, une ville déchirée de l'intérieur du pays où un jeune chômeur est mort électrocuté le 16 janvier. Il était allé sur un poteau électrique pour protester contre son retrait arbitraire d'une liste d'embauches dans la fonction publique. Dès le lendemain, des affrontements avec la police ont eu lieu sur place. Ce mouvement s'est ensuite étendu dans une série de localités et certains quartiers de grandes villes. Le 22, le couvre-feu entre 20h et 5h a été décrié sur l'ensemble du pays.

Les causes de ces mouvements ne sont pas nouvelles. Depuis des années des milliers de jeunes, souvent titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, réclament un emploi. C'était déjà le cas lors du soulèvement du bassin minier de Gafsa en 2008, puis de l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 qui a été le signal du début de la révolution. Cinq ans plus tard, la situation de l'emploi n'a pas changé, elle s'est même détériorée. Le nombre de suicides est en augmentation parmi les jeunes, et des explosions locales de colère ont périodiquement lieu. Cela a par exemple été le cas en 2015 dans le sud-ouest que dans la région de Gafsa où des jeunes chômeurs ont paralysé plusieurs mois le bassin minier.

Plusieurs associations, dont la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) ont appelé « à l'adoption d'un modèle économique dont l'objectif est la réduction des disparités régionales et des inégalités sociales », en disant leur « déception » face à l'inaction des différents gouvernements. En ce qui la concerne, l'UGTT a appelé le gouvernement à trouver des solutions « urgentes et efficaces » pour résoudre rapidement les problèmes de chômage et de développement dans les régions défavorisées. Elle a réitéré les projets alternatifs, qu'elle avait déjà proposés aux gouvernements précédents.

Comme ailleurs en Tunisie, la possibilité d'un réel mouvement de solidarité va largement dépendre du positionnement du mouvement syndical. Mais de ce côté là, rien n'est en ce moment très simple. Sous l'impulsion de la gauche de l'UGTT, le mouvement syndical sort en effet d'une année de mobilisations amonées. Celles-ci ont permis au premier semestre une victoire historique dans l'enseignement secondaire, et des avancées appréciables dans le reste du secteur public ainsi que dans certaines entreprises privées. La vague de grèves générales régionales dans le secteur privé a secoué le semestre à par contre être brutalement interrompue le 25 novembre après l'attentat de Douch à Tunis.

Après des mois de tensions, le risque existe aujourd'hui que les syndicats les plus combattifs relâchent la pression. Cela accroît au sein de l'UGTT le danger d'un retour de balancier vers la routine et la recherche de consensus avec les adversaires des intérêts des salariés et des chômeurs. Un compromis à minima avec le patronat a par exemple été trouvé en catastrophe le 19 janvier au sujet des augmentations salariales dans le secteur privé. Du coup, la reprise des grèves générales régionales dans le privé a été annulée, dont celle prévue le 21 janvier dans la région de Tunis.

D'anciens militants de l'Union Générale des Étudiants de Tunisie (UGET), pour la plupart anciens militants de l'Union des Diplômés Chômeurs (UDC) payent leur engagement politique sous le régime de Ben Ali et un fichage de ministères de l'Intérieur, qui les empêche d'accéder aux postes de la fonction publique. 28 diplômés de la faim défendent les cas de plusieurs centaines. Ils ont entamé leur mouvement le 17 décembre 2015, jour anniversaire du soulèvement populaire dont les revendications initiales étaient la défense de la justice sociale, la dignité, contre la précarité, l'exploitation, et la répression autoritaire et politique. Cinq ans après, la situation de l'emploi ne s'est pas améliorée en Tunisie, bien au contraire. Ceux qui se sont mobilisés sous Ben Ali et durant le soulèvement, ont payé, pour certains de leur vie, les autres pourrissent en engagement pour un réel changement en Tunisie. Cinq ans après la chute du régime de Ben Ali, il n'est pas acceptable que des jeunes tunisiens soient contraints à user de la grève de la faim (et durant plus d'un mois !) et mettent en danger leur santé pour défendre leur dignité et leur droit à l'emploi.



Sommaire

- Tunisie : la jeunesse toujours en lutte !
- Grande-Bretagne : attaques contre le droit de grève !
- Secteur ferroviaire : action et solidarité transfrontalières
- Kurdistan : campagne de solidarité avec les peuples de Rojava
- Algérie : la revue internationale Solidaires est disponible
- Campagne internationale pour le droit de grève et libertés syndicales
- Grèce : grève générale, le 4 février
- Soutien au peuple palestinien : Orange sans Partner. Enfin !
- Mexique : les zapatistes, la construction de l'autonomie, les luttes anticapitalistes

Tunisie : la jeunesse toujours en lutte !

Depuis le 17 janvier, des explosions de colère secouent une partie de la jeunesse tunisienne. Elles se traduisent notamment par des manifestations, des sit-in devant ou à l'intérieur de bâtiments de l'Etat, des barrages routiers à l'aide de pneus enflammés, quelques pillages et même la mort d'un policier. Tout a commencé à Kasserine, une ville déshéritée de l'intérieur du pays où un jeune chômeur est mort électrocuté le 16 janvier. Il était monté sur un poteau électrique pour protester contre son retrait arbitraire d'une liste d'embauches dans la fonction publique. Dès le lendemain, des affrontements avec la police ont eu lieu sur place. Ce mouvement s'est ensuite étendu dans une série de localités et certains quartiers de grandes villes. Le 22, le couvre-feu entre 20h et 5h a été décrété sur l'ensemble du pays.

Les causes de ces mouvements ne sont pas nouvelles. **Depuis des années des milliers de jeunes, souvent titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, réclament un emploi.** C'était déjà le cas lors du soulèvement du bassin minier de Gafsa en 2008, puis de l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 qui a été le signal du début de la révolution. Cinq ans plus tard, la situation de l'emploi n'a pas changée, elle s'est même détériorée. Le nombre de suicides est en augmentation parmi les jeunes, et des explosions locales de colère ont périodiquement lieu. Cela a par exemple été le cas en 2015 dans le sud ainsi que dans la région de Gafsa où des jeunes chômeurs ont paralysé plusieurs mois le bassin minier.

Plusieurs associations, dont la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) ont appelé « à l'adoption d'un modèle économique dont l'objectif est la réduction des disparités régionales et des inégalités sociales », en disant leur « déception » face à l'inaction des différents gouvernements. En ce qui la concerne, l'UGTT a appelé le gouvernement à trouver des solutions « urgentes et efficaces » pour résoudre rapidement les problèmes du chômage et du développement dans les régions défavorisées. Elle a réitéré les projets alternatifs, qu'elle avait déjà proposés aux gouvernements précédents.

Comme souvent en Tunisie, la possibilité d'un réel mouvement de solidarité va largement dépendre du positionnement du mouvement syndical. Mais de ce côté là, rien n'est en ce moment très simple. Sous l'impulsion de la gauche de l'UGTT, le mouvement syndical sort en effet d'une année de mobilisations intenses. Celles-ci ont permis au premier semestre une victoire historique dans l'enseignement secondaire, et des avancées appréciables dans le reste du secteur public ainsi que dans certaines entreprises privées. La vague de grèves générales régionales dans le secteur privé au second semestre a par contre été brutalement interrompue le 25 novembre après l'attentat de Daech à Tunis.

Après des mois de tensions, le risque existe aujourd'hui que les syndicalistes les plus combattifs relâchent la pression. Cela accentue au sein de l'UGTT le danger d'un retour de balancier vers la routine et la recherche de consensus avec les adversaires des intérêts des salariés et des chômeurs. Un compromis à minima avec le patronat a par exemple été trouvé en catastrophe le 19 janvier au sujet des augmentations salariales dans le secteur privé. Du coup, la reprise des grèves générales régionales dans le privé a été annulée, dont celle prévue le 21 janvier dans la région de Tunis.

D'anciens militants de l'Union Générale des Etudiants de Tunisie (UGET), pour la plupart actuels militants de l'Union des Diplômés Chômeurs (UDC) payent leur engagement politique sous le régime de Ben Ali et un fichage du ministère de l'intérieur, qui les empêche d'accéder aux postes de la fonction publique. 28 grévistes de la faim défendent les cas de plusieurs centaines. Ils ont entamé leur mouvement le 17 décembre 2015, jour anniversaire du soulèvement populaire dont les revendications initiales étaient la défense de la justice sociale, la dignité, contre la précarité, l'exploitation, et la répression antisyndicale et politique. Cinq ans après, la situation de l'emploi ne s'est pas améliorée en Tunisie, bien au contraire. Ceux qui se sont mobilisés sous Ben Ali et durant le soulèvement, ont payé, pour certains de leur vie, les autres poursuivent cet engagement pour un réel changement en Tunisie. Cinq ans après la chute du régime de Ben Ali, il n'est pas acceptable que des jeunes tunisiens soient contraints à user de la grève de la faim (et durant plus d'un mois !) et mettent en danger leur santé pour défendre leur dignité et leur droit à l'accès à l'emploi.



- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Le Bulletin international >
- Adresse de cet article : <https://solidaires.org/Solidaires-international-no-90-Janvier-2016-3614>

